

**RAPPORT DES PARTIES PRENANTES
SOUMIS A L'EXAMEN PERIODIQUE
UNIVERSEL DE LA TUNISIE
4ÈME CYCLE 2022**

الاقتلاع المدني
من أجل الحريات الفردية



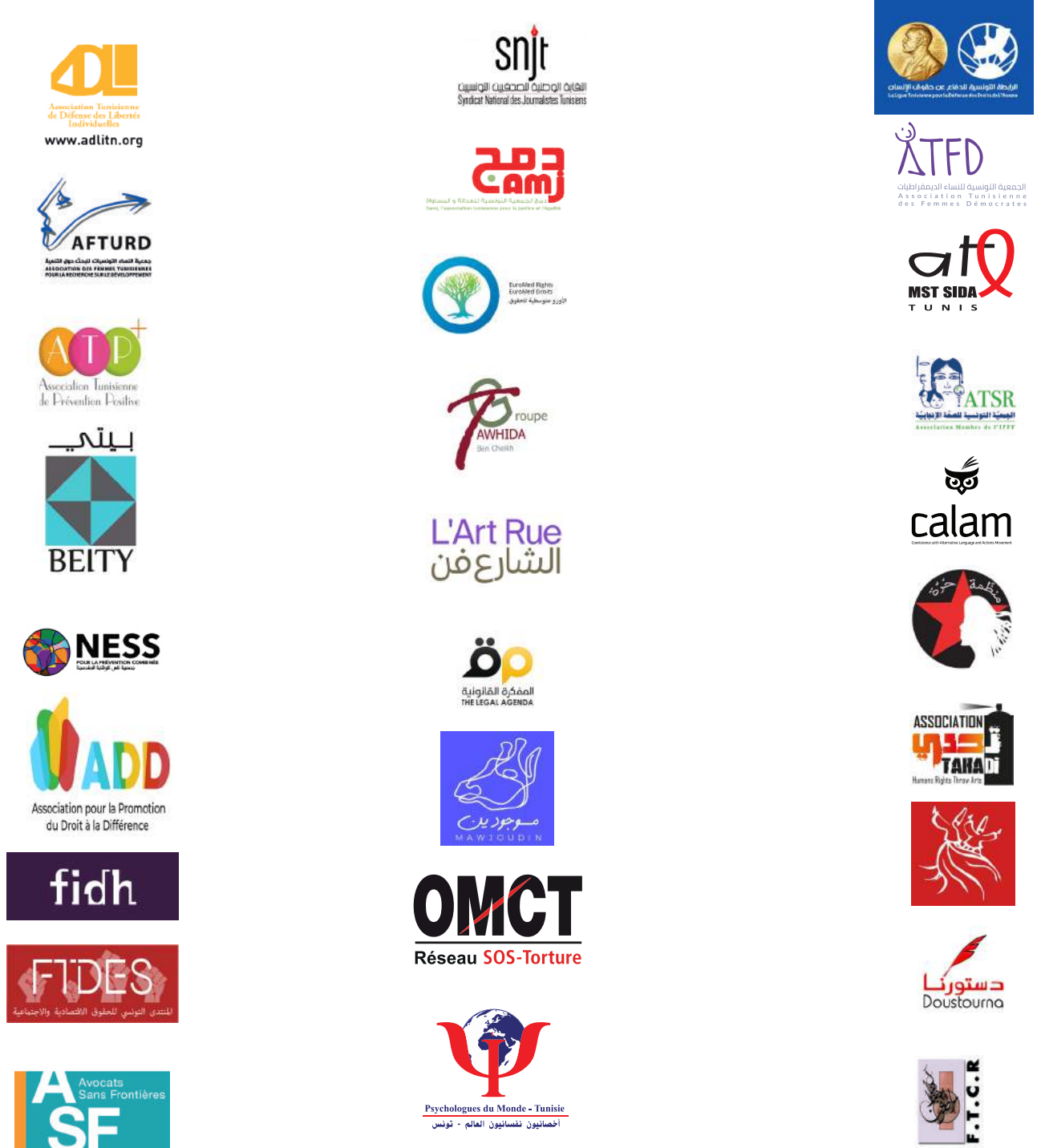
MARS 2022

Avec le soutien de :



الائتلاف المدني من أجل الحريات الفردية

Les associations membres du collectif et signataires



Les co-signataires



**RAPPORT DES PARTIES
PRENANTES SOUMIS A
L'EXAMEN PERIODIQUE
UNIVERSEL DE LA TUNISIE
4ème CYCLE 2022**

- Mme. Oumayma Jabnoui
- **E-mail :** collectif.libertes.individuelles@gmail.com
- **Téléphone :** 0021623564687



Présentation des parties prenantes:

Le Collectif civil pour les libertés individuelles: est une coalition composée d'une quarantaine d'associations et d'organisations tunisiennes et d'organisations internationales basées à Tunis **(voir annexe 1)**. Le collectif œuvre depuis son lancement le 19 janvier 2016 à observer, à dénoncer et élaborer des rapports portant sur les violations des libertés individuelles. Le Collectif soutient et défend les personnes et les organisations touchées dans leurs droits et libertés.

Il a choisi de travailler depuis son lancement sur les thématiques suivantes :

- Les droits des femmes y compris les filles
- Les droits des personnes LGBTQI+
- Les droits des non-tunisien.ne.s ; migrant.e.s et demendeur.e.s d'asile
- Les droits des défenseur.e.s des droits humains
- La lutte contre les violations institutionnelles des libertés :
policières y compris la torture
- La liberté de conscience
- La liberté de pensée, d'expression et de presse.

1. LA LUTTE CONTRE TOUTES FORMES DE DISCRIMINATION



01

La Tunisie s'est engagée suite à son EPU de 2017 à :

125.131 Redoubler d'efforts dans la mise en œuvre des lois et politiques visant à promouvoir et à protéger les droits des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables

Cette recommandation d'ordre général qui a été enrichie par des recommandations spécifiques à chaque groupe minoré et discriminé ; a permis à nos organisations de saluer les efforts déployés pour protéger et améliorer certains groupes des plus vulnérables mais nous déplorons que nombreux sont les groupes qui continuent de faire l'objet de discriminations : institutionnelles, légales et sociales, il s'agit notamment des groupes suivants :

1.1 Les femmes : discriminées et minorées dans les législations et la pratique

02

En 2017 La Tunisie a reçu un ensemble de 42 recommandations relatives aux droits des femmes et la lutte contre toute forme de discrimination à leur égard.

Ces recommandations touchent tous les aspects liés aux droits des femmes (civils, politiques, sociaux, économiques, culturels, violences faites aux femmes, droits sexuels et reproductifs... droits des jeunes filles...);

Les discriminations caractérisant encore le Droit et la pratique en Tunisie

03

Nombreux sont les textes qui consacrent la discrimination basée sur le genre. Exemple : Le Code du Statut Personnel en date de 1956 : Art23 : Attribution de la qualité de chef de famille au mari, Art61 : La perte de la garde si la mère change de lieu de résidence, Art101 et Art119 : Des dispositions inégalitaires entre hommes et femmes en matière d'héritage

04

En pratique, plusieurs discriminations existent encore. Selon le Rapport Mondial sur l'écart entre les sexes de 2021 élaboré par le Forum économique Mondial, la Tunisie occupe la 69^{ème} position concernant la participation politique des femmes, la 91^{ème} position en matière d'accès à la Santé et de survie, et la 144^{ème} en ce qui concerne la participation économique et les opportunités accordées aux femmes (sur 156 Etats). Ce classement se confirme avec les chiffres nationaux :

05

La Carte Sanitaire de 2019 élaborée par le Ministère de la Santé montre que qu'en termes d'équipements hospitaliers, on ne compte que 28 appareils de mammographie dans toute la Tunisie en 2019, concentrés essentiellement au grand Tunis et aux régions côtières.

- Quant à l'autonomisation économique des femmes, le rapport du Gender Gap, seule 28.1% de la population active féminine est en service, le taux d'occupation des hautes fonctions par les femmes ne dépasse pas les 14.8%. L'Indice MasterCard des Femmes Entrepreneures montre qu'en 2019 seules 10.9% des sociétés sont détenues par des femmes et selon l'INS le taux de chômage des diplômés en 2020 a atteint 40.7% pour les femmes.
- Pour la participation politique des femmes, et selon l'ONG Aswat Nissa, le gouvernement de Hichem Mechichi contenait 4 femmes sur 28 et jusqu'au 25/07/2021, les nominations féminines accomplies par le Président ne dépassent pas les 32%. Après le 25/07/2021, et lors de la constitution du gouvernement Bouden, le président a nommé 10 femmes sur 26 membres.

1.2. Les graves atteintes aux droits des personnes LGBTQI+

06

Suite à l'EPU de 2017, la Tunisie a reçu 48 recommandations portant sur les droits des personnes LGBTQI+ ; elle a accepté toutes celles portant sur l'arrêt immédiat du test anal et s'est engagée à « assurer la protection des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, altersexuels et intersexués, contre toutes les formes de stigmatisation, de discrimination et de violence et s'abstenir de procéder à des exa Collectif civil pour les Libertés Individuelles

RAPPORT DES PARTIES PRENANTES SOUMIS A L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DE LA TUNISIE 4ème CYCLE 2022

mens aléatoires ».

Toutefois, la pratique du test anal, les violations, discriminations et violences institutionnelles et sociales sur les personnes LGBTQI+ continuent. La Tunisie a donc failli à honorer ses engagements.

07

La loi tunisienne est l'une des plus discriminatoires à l'égard des droits des personnes LGBTQI+ :

- Le Code pénal, qui date de 1913, punit l'homosexualité féminine et masculine jusqu'à 3 ans de prison sur la base de l'article 230. Suite à l'introduction de Twensa Kifkom d'une demande d'accès à information auprès du ministère de la justice en 09 juin 2021, 799 personnes ont été condamnées à une peine de prison sur la base de l'article 230 de 2017 à 2020.
- Les juges continuent d'ordonner le recours au test anal comme moyen de prouver l'homosexualité ;

08

Il y a un vide juridique dans la loi tunisienne concernant le droit des personnes de changer légalement de sexe ou d'exprimer une expression de genre non binaire.

Les personnes transsexuelles, transgenres et intersexuées conservent sur leurs documents officiels le sexe qui leur a été assigné à naissance, même après la transition/l'intervention médicale qu'elles entreprennent. Cela les expose à toutes les formes de violences policières, judiciaires et sociales, allant jusqu'à la torture. Elles sont discriminé.es, abusé.es et arrêté.es sur la base de leurs identités de genre et font l'objet de plusieurs accusations : outrage à la pudeur et aux bonnes mœurs, homosexualité, prostitution... La plupart des personnes trans et queer se voient privées d'accès aux services des établissements publics : santé, éducation, sécurité sociale. Elles sont également privées de leur droit d'accès à la justice en cas de violence/torture qu'elles subissent.

1.3. Les discriminations sur la base de la religion

09

Ayant reçu et accepté 2 recommandations relatives à la liberté de conscience à l'issue de son l'EPU de 2017 La Tunisie est tenue de mettre en application ses engagements constitutionnels (la liberté de conscience garantie par l'article 6 de la constitution) et ses engagements internationaux suite à sa ratification du PDGP et des différentes conventions de l'UNESCO. Toutefois, et depuis 2017 les discriminations sur la base de la religion persistent aux niveaux légal et pratique.

Les discriminations légales persistent

Malgré sa proclamation du caractère civil de l'Etat (art 2) et la garantie de la liberté de conscience (art. 6) ; la constitution Tunisienne consacre une religion officielle l'Islam qui constitue la religion dominante. Ceci se reflète au niveau de :

- L'exigence que le/la président.e. de la république soit musulman.e (art. 73 de la Constitution),
- Le serrement du Président de la République, du Chef du gouvernement, des ministres, des députés.... Se caractérise par sa terminologie religieuse (articles 58, 76, 89 de la constitution) ;
- la reconnaissance officielle des religions : L'Etat Tunisien ne reconnaît que le christianisme et les rituels juifs. Toutefois, aucune reconnaissance officielle des autres religions et rites. Cette carence législative a entraîné de nombreuses violations des droits des personnes et des groupes n'appartenant pas à la religion dominante.

Les violations dans la pratique

- Les limites dans le choix du partenaire : jusqu'au 8 septembre 2018, une circulaire administrative interdisait aux officiers de l'état civil et aux notaires de rédiger des contrats de mariage entre une tunisienne et un non-musulman. A l'abrogation de cette circulaire, certains officiers de l'Etat civil et certains notaires continuent à refuser l'élaboration de ces contrats.
- L'imposition de la fermeture des cafés et restaurant durant les journées du mois de Ramadhan, l'Etat continue à exiger la fermeture de ces établissements et les forces de l'ordre arrêtent les non-jeuneurs qui sont passibles d'une peine d'emprisonnement de 6 mois pour atteinte à la moralité publique.
- Les restrictions à la création d'associations réunissant des groupes n'appartenant pas à la religion dominante : Le Gouvernement refuse la création de ces associations et refuse d'exécuter les décisions judiciaires prononçant la légalité de ces associations (Il en est ainsi de l'association tunisienne des bahàï).
- Les procès liées au blasphème : les tribunaux tunisiens continuent à juger des personnes pour des propos jugés blasphématoires (alors que le crime du blasphème n'existe pas en droit tunisien), ceci menace un ensemble de droit et de libertés : liberté de conscience, libertés de pensée, d'expression, de manifestation, les libertés académiques
- Les discriminations en matière d'héritage : les tribunaux tunisiens (et en l'absence d'une règle légale claire), continuent à refuser que des présumé.e.s non-musulman.s héritent des présumé.e.s musulman.e.s.

1.4. La discrimination sur la base de l'état de santé

En dépit d'une constitution qui assure « tout être humain a droit à la santé », les inégalités sociales et régionales d'accès à la santé se sont aggravées depuis 2017. La situation a été exacerbée davantage par la pandémie COVID-19. Le fléchissement de la performance du programme national a induit une situation inquiétante en matière d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) connaissent une discrimination sociale et administrative alarmante.

1.5. La discrimination à l'égard migrant.e.s et demandeurs d'asile

13

Le Droit tunisien n'a pas évolué et reste figé dans des textes datant de plus de 50 ans. La logique répressive domine, les pratiques discriminatoires se multiplient au grès de décisions administratives et des résultats exigés par les partenaires européens.

Le pays est à la fois confronté à la présence d'une communauté migrante en situation irrégulière, estimée à moins de 100 000 personnes, et à une forte pression des candidats tunisiens au départ.

Le processus institutionnel et politique relatif à la stratégie nationale migratoire et le droit d'asile a été stoppé depuis 5 ans. Cet arrêt est également attribuable à la pression exercée par l'UE pour externaliser la gestion de ses frontières Sud.

Nous sommes témoins d'une collaboration plus forte des autorités aussi bien au niveau du retour des tunisiens expulsés que des interceptions en mer. Le nombre de décès au large des côtes méditerranéennes s'élèvent en 2021, près de 1 300 migrants morts ou ont été portés disparus selon les statistiques de l'Organisation internationale des migrations.

Les interceptions par les autorités tunisiennes d'embarcations parties des côtes libyennes déroutent le flux migratoire et expose les localités du sud tunisien à de nouvelles formes de tensions communautaires.

2. LES VIOLATIONS INSTITUTIONNELLES



Credit Photo : Yassine Gaidi / Anadolu Agency

Illustration : Suleyman Ben Nasr

La Tunisie s'est engagée suite à son EPU de 2017 à : Réformer le secteur de la police et à lutter activement contre les dépassements policiers et le recours à la torture. Ces violations trouvent leur fondement dans des lois obsolètes.

2.1 Des dispositions obsolètes qui justifient les violations des droits et libertés

La Tunisie a accepté toutes les recommandations portant sur l'harmonisation de sa législation nationale avec les dispositions constitutionnelles et les conventions internationales.

Toutefois, et malgré un travail louable depuis 2014, les grands textes juridiques tunisiens source de violations des DH restent intacts. Il en est ainsi du code pénal largement utilisé pour arrêter et juger de très nombreuses personnes sur la base de leur apparence, de leur non-conformité avec les normes sociales, leurs avis ou positions,

Le code de procédure pénale, la loi 1992-52 sur les stupéfiants qui constituent une arme contre les jeunes puisqu'elle punit d'un an de prison la consommation de stupéfiants, et constitue le fondement d'arrestation du tiers des personnes dans les lieux de détention ;

De même la loi relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent de 2015, qui a institué un régime spécifique d'enquête et d'instruction et qui a retenu la peine capitale pour certains crimes de terrorisme.

2.2 Des dispositions ne respectant pas le droit à la vie

L'article 22 de la Constitution considère le « droit à la vie comme un droit sacré et n'accepte d'en apporter des limites que dans des cas extrêmes prévus par la loi ». Toutefois, le droit tunisien et notamment le code pénal, le code de la justice militaire, la loi relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent retiennent la peine capitale pour au moins 143 crimes. Il ne s'agit pas ainsi de cas extrêmes, ce qui ne respecte pas aussi le principe de proportionnalité mentionné à l'article 49 de la Constitution. De plus, la Tunisie a reçu et accepté en 2017 des recommandations relatives à la peine capitale. Toutefois, aucun débat n'a été engagé sur la question depuis. De même, les déclarations du Président de la République le 29 octobre 2020, en faveur de l'application de la peine capitale sont très inquiétantes.

2.3 Des violations policières des libertés

La Tunisie a accepté les recommandations portant sur la réforme du secteur de la police. Toutefois, les violations policières des droits et libertés continuent et s'amplifient dans la conjoncture de la pandémie de la COVID19 et depuis l'annonce des mesures exceptionnelles le 25 juillet 2021.

- Les violations touchent les manifestants des mouvements sociaux (janvier-février 2021), les journalistes et les activistes de la SC (septembre 2021, janvier 2022)
- Ces violations remettent en cause les droits de réunion et de manifestations pacifiques
- Ces violations se basent aussi sur une disposition des plus dangereuses du code pénal qui

punit « par un an d'emprisonnement et de cent vingt dinars d'amende quiconque, par paroles, gestes, ou menaces se rend coupable d'outrage à un fonctionnaire public ou assimilé dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions » (art. 125). Sur cette base des milliers de personnes sont/pourraient être arrêtées et traduites devant la justice

Ce type de dispositions qui s'ajoutent à celle relatives à l'outrage public à la pudeur, l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la morale publique par la parole ou le geste... (articles 226 et 226bis) ; octroie aux agents des forces de l'ordre un pouvoir très étendu et constituent aussi des fiefs de corruption.

2.4 La torture violation graves des DH

18

La Tunisie a accepté toutes les recommandations portant sur la prévention et la lutte contre la torture reçue en 2017. Toutefois, tortures et mauvais traitements continuent d'être infligés à des victimes aux profils divers : des citoyens « lambda » victimes de violence à la suite d'une dispute avec un agent des forces de l'ordre ou pénitencier, des personnes fichées S en raison de leur dangerosité présumée pour l'ordre public et harcelées par la police sur le fondement du décret-loi sur l'état d'urgence, les activistes et défenseurs des droits de l'Homme aussi, les membres de la communauté LGBTIQ++ ou encore les migrants. Les violences s'exercent sur la voie publique, au domicile des victimes, dans les postes de police ou en prison. De nombreuses plaintes pour torture et violences sont déposées chaque année. Des enquêtes voient le jour mais, dans le meilleur des cas, ne donne lieu qu'à de rares procès pour délit de violence mais jamais pour torture. Les condamnations sont encore plus rares, minimales et prononcées le plus souvent en l'absence des agents accusés.

2.5. Les violations de la liberté d'association, de réunion et de manifestation

19

En 2017 la Tunisie s'est engagée à « Assurer un environnement favorable permettant aux défenseurs des droits humains de mener leurs activités légitimes sans crainte ni obstacle indu » et de « mener promptement des enquêtes sur tous les cas de menaces et d'agression visant des défenseurs des droits de l'Homme, et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice et condamnés à une peine à la mesure de la gravité de leurs actes ».

Toutefois, depuis 2020 et avec les restrictions liées à la pandémie de la COVID 19, et après les événements du 25 juillet 2021, les violences policières se sont multipliées contre les journalistes, activistes de la société civile et des mouvements sociaux, sans que des enquêtes sérieuses ne soient menées contre les responsables des violences. Les manifestations sont violemment réprimées et les activistes notamment queer sont violenté.e.s, arrêté.e.s et jugé.e.s.

Fin de 2021, la Présidence du Gouvernement a fait circuler un projet de révision du Décret n°88 de 2011. Il s'agit d'une réforme refusée et contestée par les organisations de la société civile d'autant plus qu'elle est en contradiction avec l'accord fait au préalable entre la Direction Générale Chargée des Relations avec la Société Civile

- La société civile fait face aussi à des problèmes dans l'enregistrement :

La Direction Générale des Associations intervient dans l'appellation, l'objet et les buts des nouvelles associations, elle refuse de livrer le récépissé (comme stipulé dans le décret-loi 88)

- L'Imprimerie officielle refuse de publier l'annonce de création au JORT en exigeant un document écrit de la part de la Direction Générale des Associations

- Les associations prouvent des difficultés à accéder aux financements ; à l'échelle nationale le

financement est très faible et difficile d'accès selon un cadre réglementaire très contraignant.

Au niveau international la société civile fait face à des restrictions extra-légales de la part des banques nationales qui retardent le versement des virements internationaux se justifiant par des mesures de vigilance dictées par la Banque Centrale

- Depuis 2018, les associations sont assujetties à l'enregistrement au Registre National des Entreprises (RNE) une mesure dénoncée par la société civile nationale et par le Rapporteur Spécial sur les Droits à la Liberté de Réunion Pacifique et d'associations, vu que cette mesure est accompagnée de sanctions pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison

- Restriction pour les nationaux l'octroi de la carte d'identité nationale portant la fonction de salarié d'une association et pour les étrangers l'octroi des cartes de séjour.

2.6. Les graves dangers des mesures exceptionnelles et de l'état d'urgence

20

La Constitution tunisienne et notamment les articles 77 et 80 reconnaissent au Président de la République de « prendre les mesures qu'impose l'état d'exception et les proclamer... ». Toutefois, le cadre juridique actuel appliqué en matière d'état d'urgence n'est pas conforme à la constitution et aux engagements internationaux de la Tunisie :

La proclamation de l'état d'urgence se fait sur la base du décret n°50 du 26 janvier 1978, un décret en contradiction flagrante avec la Constitution et notamment son article 49 qui exige que les limites aux droits et libertés ne pourraient se faire que par une loi

De même, à partir du 25 juillet 2021 :

- Le Président de la République a appliqué l'article 80, en faisant une lecture très extensive de ce texte. Sur la base de sa lecture de cet article le Président a suspendu toutes les activités du parlement, a procédé à la levée de l'immunité à toutes les députés, a limogé le Chef du Gouvernement, et a voulu s'octroyer la présidence du parquet judiciaire alors qu'il préside déjà le parquet militaire

- En se basant sur cette même disposition, le Chef de l'Etat a pris un décret le 22 septembre 2021 relatif aux mesures exceptionnelles. En vertu de ce texte, le Président de la République a concentré les pouvoirs législatif et exécutif entre ses mains. Il a abrogé la majeure partie de la Constitution (gardant de fait 49 articles sur un total de 149). Il a immunisé ses actes de toute voie de recours, a dissout l'Instance provisoire de contrôle de constitutionnalité des projets de loi et a prévu de créer une commission qui va l'aider « à élaborer les projets de révisions relatives aux réformes politiques »

- Le 13 décembre 2021, le Président annonce sa feuille de route : organiser une consultation populaire de janvier à mars 2022, élaborer une nouvelle Constitution qui fera l'objet d'un référendum le 25 juillet 2022 et organiser des élections législatives le 17 décembre 2022.

- Le 12 février 2022, le président a dissout le Conseil supérieur de la magistrature, en le remplaçant par un Conseil provisoire dont il nomme une grande partie des membres.

Cette période est marquée aussi par des mesures des plus liberticides :

- Des assignations à résidence sans motifs sérieux et annoncés (16 personnes entre le 25 juillet 2021 et le 13 janvier 2022)

- Des procès de civils devant les tribunaux militaires (rappelons que de 2011 à 2021, seulement 10 civils ont été traduits devant ces tribunaux, alors que du 25 juillet au 31 décembre 2021 : 12 civils le sont)

- Restriction de la liberté de presse et d'expression : fermeture de bureau de chaîne télévision, Limogeage du directeur général de la télévision nationale, agressions contre les journalistes

- Restriction de la liberté de circulation, l'interdiction de voyager en application de la mesure frontalière S17

3. Les recommandations



3.1. Recommandations pour supprimer les discriminations

Une égalité complète et effective entre femmes et hommes

Recommandation N°01

La mise en place d'une politique publique garantissant la disponibilité des outils de contraception et l'accompagnement nécessaire des femmes pendant la période de grossesse, et l'accès décent à la santé reproductive aux femmes habitant dans les zones rurales

Recommandation N°02

Améliorer l'environnement économique en Tunisie de façon à faciliter l'accès aux hautes fonctions aux femmes ainsi qu'aux prêts destinés à mettre en place des projets et des entreprises

Recommandation N°03

L'adoption d'un régime électoral garantissant la parité horizontale et verticale pour assurer une présence féminine importante dans les différentes institutions élues

Recommandation N°04

Adopter le projet de loi relatif à l'égalité en matière d'héritage, déposé depuis 2018

Recommandation N°05

Doter l'Observatoire national de lutte contre les violences faites aux femmes des moyens financiers nécessaires

Recommandation N°06

Adapter le budget annuel à la dimension de genre

Recommandation N°07

La ratification de la convention d'Istanbul et l'adoption d'une loi organique portant application de cette convention

Droits des personnes LGBTQI+

Recommandation N°08

L'arrêt immédiat du recours au test anal comme moyen de prouver l'homosexualité

Recommandation N°09

L'abrogation de l'article 230 du code pénal, et tous les articles mobilisés pour arrêter, juger et sanctionner les personnes LGBTQI+, notamment les articles 226 jusqu'à 232 du code pénal tunisien

Recommandation N°10

Arrêter de traduire les personnes devant la justice en se basant sur leur identité de genre (délit de faciès)

Recommandation N°11

Pénaliser toute violence basée sur l'orientation sexuelle, l'expression ou l'identité de genre

Recommandation N°12

Reconnaître légalement la possibilité de changement de sexe et de l'identité de genre et mettre en place les mécanismes nécessaires à sa réalisation

Recommandation N°13

Arrêter les interventions médicales coercitives contre les personnes intersexuées

Recommandation N°14

Arrêter le placement des femmes transgenres dans des prisons pour hommes

Supprimer les discriminations sur la base de la religion :

Recommandation N° 15

Mettre en application la liberté de conscience garantie par la constitution et ce en adoptant un texte législatif organisant l'exercice de la liberté de conscience et la protection du sacré et reconnaissant la coexistence des différentes religions, confessions et rites et ne pas se limiter aux trois monothéismes

Recommandation N° 16

Harmoniser les textes juridiques nationaux (code pénal, code du statut personnel...) avec la constitution et les conventions internationales

Recommandation N° 17

Introduire des serrements n'ayant pas de contenu religieux

Recommandation N° 18

Supprimer toutes les circulaires portant atteinte à la liberté de conscience ; notamment la circulaire relative à la fermeture des établissements durant le mois de Ramadhan

Recommandation N° 19

Veiller à contrôler et sanctionner les officiers de l'état civil et les notaires qui refusent d'élaborer les contrats de mariage entre personnes de confessions différentes

Recommandation N° 20

Arrêter d'harcéler les personnes non-musulmanes ou appartenant aux autres confessions,

Recommandation N° 21

Arrêter de refuser l'héritage entre personnes de confessions différentes

Recommandation N° 22

Reconnaître clairement et permettre aux différentes confessions d'avoir des lieux de cultes et d'inhumation qui leur sont propres

Garantir le droit à la santé y compris les droits des PVVIH

Recommandation N° 23

Etendre la couverture d'assurance maladie aux 2 millions de personnes non couvertes (chômeurs, personnes âgées, jeunes et migrants)

Recommandation N° 24

combler le déficit en médecins spécialistes dans les hôpitaux régionaux

Recommandation N° 25

augmenter la part du budget du ministère de la Santé du budget national, en appui des structures sanitaires publiques

Recommandation N° 26

moderniser la gestion à travers la numérisation d'ici 2025 et des mécanismes de redevabilité

Recommandation N° 27

Mettre la Santé Sexuelle et reproductive parmi les priorités de l'agenda national

Recommandation N° 28

Renforcer le plan national avec des indicateurs clairs pour les soins de 1^{ère} ligne, appuyé par des ressources budgétaires adéquates

Recommandation N°29

assurer la disponibilité dans les pharmacies des structures publiques et privées de toute la gamme de contraceptifs y compris de la contraception d'urgence et des préservatifs

Recommandation N°30

assurer la mise à disposition de l'avortement médicamenteux dans les unités/ cliniques de gynécologie privée

Recommandation N°31

assurer la continuité, et renforcer, les services de prise en charge des femmes victimes de violence.

Recommandation N°32

garantir les droits des personnes vivant avec le VIH (les PVVIH)

Recommandation N°33

éliminer toute forme de discrimination et de stigmatisation envers les PVVIH, en droit et dans la pratique y compris au niveau des soins de santé

Recommandation N°34

assurer l'approvisionnement ininterrompu des antirétroviraux, y compris la forme pédiatrique ;

Recommandation N°35

Assurer la sécurité alimentaire des PVVIH

Recommandation N°36

Adapter la loi de 1992 relative aux maladies transmissibles à l'approche droits humain

Les droits des migrant.e.s et demandeurs- demandeuses d'asile

Recommandation N°37

Engager un dialogue national en vue de la ratification des conventions pertinentes

Recommandation N°38

Entamer une opération de régularisation conformément à l'appel des acteurs de la société civile d'avril 2020

Recommandation N°39

L'activation des mécanismes de dialogue social autour des canaux de migration légale pour une mise en cohérence des politiques de l'emploi et de la formation

Recommandation N°40

La coopération multi-acteurs avec les pays d'origine pour lutter plus efficacement contre la traite et le travail forcé

Recommandation N°41

Une attention plus forte à la condition de la femme migrante en synergies avec les défis de la femme tunisienne

Recommandation N°42

Une rupture avec la logique des accords secrets dans le cadre des négociations avec les pays européens

Recommandation N°43

Modifier les lois nationales pour supprimer les discriminations injustifiées à l'égard des non-tunisien. ne.s

Recommandation N°44

Leur reconnaître les droits à l'éducation, à la santé, au logement et au travail sans discrimination,

Recommandation N°45

Reconnaître la nationalité tunisienne aux enfants nés en Tunisie

Recommandation N°46

Adopter une loi relative à l'asile (en application de l'article 26 de la constitution)

Recommandation N°47

Ratifier la Convention 189 de l'OIT sur la protection des travailleurs migrants et les membres de leurs familles.

3.2. Recommandations pour supprimer les violations institutionnelles des DH

Abroger et remplacer les dispositions obsolètes qui justifient les violations des droits et libertés

Recommandation N°48

Harmoniser les textes et dispositions obsolètes avec les dispositions de la constitution

Recommandation N°49

Harmoniser les textes et dispositions obsolètes avec les dispositions des conventions internationales,

Recommandation N°50

Abroger et remplacer la loi n°1969-4 du 24 janvier 1969, relative aux réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupement

Recommandation N°51

Abroger les articles pénalisant la consommation de la drogue de la loi n°52 de 1992

Recommandation N°52

Abroger et remplacer le décret de 1978 relatif à l'état d'urgence par une loi

Recommandation N°53

Harmoniser le texte relatif au terrorisme avec les dispositions de la Constitution et renforcer les garanties aux personnes accusées et remplacer la peine capitale par une peine privative de liberté

Le droit à la vie

Recommandation N°54

L'abrogation de la peine capitale dans le cadre d'un nouveau code pénal

Recommandation N°55

Le cas échéant de revoir cette liste trop large de crimes passibles de cette peine et de continuer à appliquer le moratoire relatif à la non application de la peine capitale

Arrêter les violations policières

Recommandation N°56

Réformer toutes les dispositions liberticides

Recommandation N°57

Adopter une politique judiciaire interdisant toute arrestation sur la base du faciès

Recommandation N°58

Supprimer toutes les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à 1 an

Recommandation N°59

Remplacer les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à 2 ans par des peines alternatives.

La torture violation graves des DH

Recommandation N°60

Réformer et supprimer les dispositions ouvrant la voie aux dépassements policiers et mettre la définition de la torture du Code Pénal tunisien en conformité avec la Convention de la torture en conformité avec la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Recommandation N°61

Réformer le secteur de la police et lutter activement contre les violations policières

Recommandation N°62

Assurer une formation appropriée aux agents des forces de l'ordre en mettant l'accent sur la formation aux droits humains

Recommandation N°63

Garantir l'efficacité et l'indépendance de l'organe disciplinaire du ministère de l'Intérieur et favoriser sa transparence vis à vis des victimes concernant leurs plaintes et du public concernant les statistiques relatives au nombre et aux types de sanction

Recommandation N°64

Veiller à ce que toutes les allégations de torture et violences commises par les forces de sécurité fassent l'objet d'enquêtes impartiales, rapides, sérieuses et indépendantes

Recommandation N°65

Prendre toutes les mesures nécessaires pour que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements soient effectivement poursuivis et condamnés par des jugements proportionnels à la gravité des crimes commis

Recommandation N°66

Renforcer l'indépendance et la pérennisation du mécanisme national de prévention de la torture (INPT) dans tous les aspects de son mandat alloué

Recommandation N°67

Abroger le décret-loi sur l'état d'urgence qui sert de fondement à des restrictions et privations de liberté constitutives de mauvais traitements et ne satisfaisant pas aux conditions de légalité, nécessité et proportionnalité

Recommandation N°68

Encourager un dialogue de respect entre citoyennes et citoyens pour diminuer le taux de violence institutionnalisée.

La liberté d'association, de réunion et de manifestation :

Recommandation N°69

Reconnaitre clairement les droits des défenseur.e.s des DH, de leur assurer un environnement favorable leur permettant de mener leurs activités et de poursuivre les responsables des violations de leurs droits

Recommandation N°70

Arrêter toute atteinte illégale à la liberté de constituer des associations ou à leur fonctionnement ;

Recommandation N°71

Abroger la loi de 1969 relative aux réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements

Recommandation N°72

Abroger le décret n°50 du 26 janvier 1978, relatif à l'état d'urgence

Recommandation N°73

Maintenir le Décret-loi 88 comme la principale législation réglementant les associations

Recommandation N°74

Renoncer à la révision des lois réglementant des droits et des libertés pendant une période d'exception

Recommandation N°75

Renoncer à toutes tentatives de réviser le Décret-loi 88 dans une approche unilatérale qui ne fait pas participer les différentes parties prenantes (société civile, partenaires internationaux...)

Recommandation N°76

Accroître le montant des financements publics des associations en assouplissant les règles d'octroi et la transparence des procédures

Recommandation N°77

Assouplir les mesures de vigilance des banques et des administrations tunisiennes envers les associations dans leurs accès aux financements internationaux à la lumière de la conformité de la Tunisie dans le cadre du GAFI/FATF et à la suite des recommandations de la Commission Tunisienne des Analyses Financières CTAF

Recommandation N°78

Retirer les associations du RNE et créer un registre propre aux associations répondant aux standards internationaux

Recommandation N°79

Renforcer institutionnellement la Direction Générale des Associations par des moyens matériels modernes (digitalisation) et humains (personnel plus qualifié) et s'orienter vers une décentralisation même partielle de cette administration

Recommandation N°80

Renoncer aux mesures arbitraires par le Ministère de l'Intérieur aux employés des associations dans l'octroi des cartes d'identité nationales pour les nationaux, cartes de résidence pour les étrangers

Réagir aux graves dangers des mesures exceptionnelles et de l'état d'urgence

Recommandation N°81

A titre principal l'arrêt immédiat de l'application du décret n°50 du 26 janvier 1978, relatif à l'état d'exception

Recommandation N°82

Arrêter immédiatement de traduire les civil.e.s devant les tribunaux militaires

Recommandation N°83

Arrêter l'assignation à résidence sans motifs sérieux et clairement annoncés

Recommandation N°84

Arrêter l'utilisation de la mesure frontalière S17

● ——— **Recommandation N°85** ——— ●

Arrêter toute atteinte à l'indépendance des instances nationales et au Conseil supérieur de la magistrature

● ——— **Recommandation N°86** ——— ●

Conserver le statu quo constitutionnel et ne procéder à la réforme ou l'adoption d'une nouvelle constitution qu'après l'organisation d'élections législatives et présidentielles anticipées,

● ——— **Recommandation N°87** ——— ●

Ne Procéder aux réformes politiques et institutionnelles qu'après les élections

● ——— **Recommandation N°88** ——— ●

Exiger que le processus des réformes politiques et constitutionnelles soit transparent et participatif incluant les différentes tendances politiques et les organisations de la société civile



Annexe 1 : Liste des associations composant le collectif civil pour les libertés individuelles

1. ADLI : Association tunisienne de défense des libertés individuelles
2. AFTURD : Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement
3. ASF : Avocats Sans Frontières
4. Association l'Art Rue
5. ATFD : Association tunisienne des femmes démocrates
6. ATL/MST-Sida Tunis : Association Tunisienne de Lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissibles et le Sida
7. ATP+ : Association Tunisienne pour la Prévention Positive
8. ATSR : Association Tunisienne pour la Santé de la Reproduction
9. Association Beity
10. Association Calam
11. Association Horra
12. Association Ness
13. Association Tahadi
14. Association Shams
15. Association pour la promotion du droit à la différence
16. Damj, Association Tunisienne pour la justice et l'égalité
17. Doustourna, association Destourouna
18. Euromed Droits
19. FIDH: Fédération Internationale des Droits Humains
20. FTCT: Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives
21. FTDES: Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux
22. Groupe Tawhida Ben Cheikh pour le droit à la Santé
23. Legal Agenda (Tunis)
24. LTDH: Ligue Tunisienne de Défense des Droits de l'Homme
25. Initiative Mawjoudin pour l'égalité
26. OMCT: Organisation Mondiale Contre la Torture
27. PDMT: Psychologues Du Monde -Tunisie
28. SNJT: Syndicat National des Journalistes Tunisiens

Annexe 2 : Liste des cosignataires :

1. Kawakibi Democracy transition center
2. Aswat Nisaa
3. Intersection pour les droits et les libertés
4. Tunisian Forum for Youth Empowerement
5. Association by la7wem

المرفق 2: قائمة المشاركين في التوقيع:

1. مركز الكواكبي للتحويلات الديمقراطية
2. أصوات نساء
3. جمعية تقاطع من أجل الحقوق والحريات
4. منتدى تونس للتمكين الشبابي
5. جمعية By الحوم

المرفقات

1. الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية
2. جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية
3. محامون بلا حدود
4. جمعية فن الشارع
5. الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات
6. الجمعية التونسية لمقاومة الأمراض المنقولة جنسياً والسيدا
7. الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية
8. الجمعية التونسية للصحة الإنجابية
9. جمعية بيتي
10. جمعية كلام
11. جمعية حرّة
12. جمعية ناس للوقاية المندمجة
13. جمعية التحدي للمساواة والمواطنة
14. جمعية شمس
15. الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
16. «دمج» الجمعية التونسية للعدالة والمساواة
17. شبكة دستورنا
18. الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان
19. الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان
20. الاتحاد التونسي من أجل مواطنة في الضفتين
21. المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية
22. مجموعة توحيده بن الشيخ
23. المفكرة القانونية
24. الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
25. مبادرة موجودين للمساواة
26. المنظمة الدولية لمناهضة التعذيب
27. جمعية أخصائيون نفسانيون العالم تونس
28. النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين



توصية عدد 82

التوقف فورا عن محاكمة المدنيين أمام المحاكم العسكرية

توصية عدد 83

التخلي عن تطبيق الإقامة الجبرية دون أسباب جدية ومعلنة بوضوح

توصية عدد 84

التخلي عن استخدام الإجراء الحدودي
S17

توصية عدد 85

إيقاف أي اعتداء على استقلال الهيئات الوطنية وعلى المجلس الأعلى للقضاء

توصية عدد 86

الحفاظ على الوضع الدستوري الراهن وعدم إجراء إصلاح أو اعتماد دستور جديد إلا بعد تنظيم انتخابات تشريعية ورئاسية مبكرة

توصية عدد 87

عدم إجراء إصلاحات سياسية ومؤسسية إلا بعد تنظيم الانتخابات

توصية عدد 88

المطالبة بأن تكون عملية الإصلاحات السياسية والدستورية شفافة وتشاركية، تشمل بما في ذلك مختلف التيارات السياسية ومنظمات المجتمع المدني.

توصية عدد 76

زيادة حجم التمويل العمومي للجمعيات من خلال تخفيف قواعد المنح وشفافية الإجراءات.

توصية عدد 77

تخفيف تدابير المراقبة التي تتخذها البنوك والإدارات التونسية تجاه الجمعيات في حصولها على التمويل الدولي في إطار امتثال تونس لفرقة العمل المعنية بالإجراءات المالية وتبعا لتوصيات اللجنة التونسية للتحاليل المالية

توصية عدد 78

إزالة الجمعيات من السجل الوطني للجمعيات وإنشاء سجل خاص بالجمعيات التي تستوفي المعايير الدولية.

توصية عدد 79

دعم الإدارة العامة للجمعيات بالوسائل المادية الحديثة (الرقمنة) والوسائل البشرية (الموظفين) الأكثر كفاءة) والتوجه نحو اللامركزية الجزئية لهذه الإدارة.

توصية عدد 80

التخلي عن الإجراءات التعسفية التي اتخذتها وزارة الداخلية ضد موظفي الجمعيات وذلك عند منح بطاقات الهوية الوطنية للمواطنين. وبطاقات الإقامة للأجانب.

التدخل لمواجهة المخاطر الجسيمة للتدابير الاستثنائية وحالة الطوارئ

توصية عدد 81

الوقف الفوري لتطبيق الأمر عدد 50 المؤرخ 26 جاتفي 1978 بشأن حالة الطوارئ

توصية عدد 68

تشجيع الحوار القائم على الاحترام بين المواطنين.ات من أجل خفض معدل العنف الممنهج.

حرية تكوين الجمعيات والتجمع والتظاهر

توصية عدد 69

الاعتراف بحقوق المدافعين.ات عن حقوق الإنسان، وتوفير البيئة الملائمة لممارسة أنشطتهم.ن ومقاومة المسؤولين عن انتهاكات حقوقهم.ن.

توصية عدد 70

وقف أي تدخل غير قانوني في حرية تكوين الجمعيات أو عملها.

توصية عدد 71

إلغاء القانون المتعلق بالاجتماعات العامة والمواكب والاستعراضات والمظاهرات والتجمهر لسنة 1969.

توصية عدد 72

إلغاء الأمر عدد 50 المؤرخ 26 جانفي 1978 المتعلق بحالة الطوارئ.

توصية عدد 73

الإبقاء على المرسوم عدد 88 باعتباره التشريع الرئيسي المنظم للجمعيات.

توصية عدد 74

الامتناع عن مراجعة القوانين المنظمة للحقوق والحريات خلال الفترة الاستثنائية.

توصية عدد 75

التخلي عن جميع المحاولات الرامية إلى تنقيح المرسوم عدد 88 طبقا لمقاربة أحادية الجانب لا تشمل مختلف الأطراف الفاعلة (المجتمع المدني، والشركاء الدوليون....).

توصية عدد 61

إصلاح المؤسسة الامنية ومكافحة انتهاكات الشرطة

توصية عدد 62

ضمان توفير التدريب المناسب للموظفين.ات المكلفين.ات بإنفاذ القوانين مع التركيز على التدريب في مجال حقوق الإنسان

توصية عدد 63

ضمان فعالية واستقلالية الهيئة التأديبية التابعة لوزارة الداخلية وتعزيز شفافيته إزاء الضحايا فيما يتعلق بالشكاوى وإزاء العموم فيما يتعلق بالإحصاءات المتعلقة بعدد العقوبات وأنواعها.

توصية عدد 64

ضمان إجراء تحقيق محايد وسريع وجدي ومستقل في جميع ادعاءات التعذيب والعنف التي ترتكبها قوات الأمن.

توصية عدد 65

اتخاذ جميع التدابير اللازمة لضمان محاكمة مرتكبي أعمال التعذيب وسوء المعاملة محاكمة فعالة والحكم عليهم بأحكام تتناسب مع خطورة الجرائم المرتكبة.

توصية عدد 66

تعزيز استقلالية واستدامة الآلية الوطنية لمنع التعذيب في جميع جوانب الولاية المسندة إليها

توصية عدد 67

إلغاء الأمر المؤرخ عدد 50 في 1978 والمتعلق بحالة الطوارئ الذي يشكل أساسا للقيود والحرمان من الحرية التي تشكل سوء معاملة، والتي لا تستوفي شروط الشرعية والضرورة والتناسب.

الحق في الحياة

توصية عدد 54

إلغاء عقوبة الإعدام بموجب المجلة الجزائية الجديدة.

توصية عدد 55

إذا لزم الأمر، إعادة النظر في هذه القائمة الطويلة من الجرائم التي يعاقب عليها بهذه العقوبة ومواصلة تطبيق الوقف الاختياري لعدم تطبيق عقوبة الإعدام.

وقف الانتهاكات الامنية

توصية عدد 56

إصلاح جميع الأحكام السالبة للحرية

توصية عدد 57

اعتماد سياسة قضائية تحظر أي إيقاف على أساس المظهر

توصية عدد 58

إلغاء جميع أحكام السجن لمدة 1 سنة أو أقل

توصية عدد 59

الاستعاضة عن أحكام السجن لمدة 2 سنة أو أقل بعقوبات بديلة

منع التعذيب

توصية عدد 60

إصلاح وإزالة الأحكام التي تمهد الطريق أمام تجاوزات المؤسسة الامنية وجعل تعريف التعذيب في المجلة الجزائية التونسية متماشيا مع اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة

3.2. توصيات لإزالة الانتهاكات المؤسسية لحقوق الإنسان

إلغاء واستبدال الأحكام البالية التي تبرر انتهاكات الحقوق والحريات

توصية عدد 48

ملائمة النصوص القانونية البالية مع الدستور.

توصية عدد 49

ملائمة النصوص والأحكام البالية مع أحكام الاتفاقيات الدولية.

توصية عدد 50

إلغاء وتعويض القانون عدد 4 لسنة 1969 يتعلق بالاجتماعات العامة والمواكب والاستعراضات والمظاهرات والتجمهر.

توصية عدد 51

إلغاء الفصول المجرمة لاستهلاك المخدرات طبقا للقانون عدد 52 لسنة 1992.

توصية عدد 52

إلغاء وتعويض الأمر المؤرخ عدد 50 في 1978 والمتعلق بحالة الطوارئ بنص تشريعي.

توصية عدد 53

مواءمة النص المتعلق بالإرهاب مع أحكام الدستور وتعزيز الضمانات للمتهمين واستبدال عقوبة الإعدام بعقوبة سالبة للحرية.

توصية عدد 39

تفعيل آليات الحوار الاجتماعي حول قنوات الهجرة النظامية من أجل تحقيق التناسق بين سياسات التشغيل والتدريب.

توصية عدد 40

تعاون أصحاب المصلحة المتعددين مع بلدان المنشأ من أجل مكافحة الاتجار بالبشر والعمل القسري بمزيد من الفعالية.

توصية عدد 41

التركيز بصفة أكبر على وضع المهاجرات بالتآزر مع التحديات التي تواجهها النساء بتونس.

توصية عدد 42

القطع مع منطق الاتفاقات السرية في سياق المفاوضات مع الدول الأوروبية.

توصية عدد 43

تعديل القوانين الوطنية لإزالة التمييز غير المبرر ضد الأجانب.

توصية عدد 44

الاعتراف بحقوقهم في التعليم والصحة والسكن والعمل دون تمييز.

توصية عدد 45

الاعتراف بالجنسية التونسية للأطفال المولودين في تونس.

توصية عدد 46

اعتماد قانون بشأن اللجوء (عملا بالفصل 26 من الدستور).

توصية عدد 47

المصادقة على اتفاقية منظمة العمل الدولية عدد 189 لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم.

توصية عدد 31

ضمان استمرارية وتعزيز خدمات الرعاية للنساء ضحايا العنف

توصية عدد 32

ضمان حقوق الأشخاص المتعايشين مع فيروس نقص المناعة البشرية

توصية عدد 33

القضاء على جميع أشكال التمييز والوصم ضد الأشخاص المتعايشين مع فيروس نقص المناعة البشرية، في القانون والممارسة، بما في ذلك الرعاية الصحية

توصية عدد 34

ضمان التزويد المستمر بمضادات الفيروسات القهقرية، بما في ذلك تلك المتعلقة بطب الأطفال

توصية عدد 35

توفير الأمن الغذائي للأشخاص المتعايشين مع فيروس نقص المناعة البشرية

توصية عدد 36

تكيف قانون الأمراض السارية لسنة 1992 مع مقاربة حقوق الإنسان.

حقوق المهاجرين، وطالبي اللجوء

توصية عدد 37

إطلاق حوار وطني بهدف المصادقة على الاتفاقيات ذات الصلة.

توصية عدد 38

البدء في عملية تسوية الأوضاع وفقا لدعوة الجهات الفاعلة في المجتمع المدني الصادرة في أفريل 2020.

إلغاء أشكال التمييز على أساس الدين

توصية عدد 15

تفعيل حرية الضمير المضمونة بالدستور وذلك من خلال اعتماد نص تشريعي ينظم ممارسة حرية الضمير وحماية المقدسات والاعتراف بالتعايش بين مختلف الأديان والمعتقدات والشعائر الدينية وعدم الاقتصار على الأديان التوحيدية الثلاثة.

توصية عدد 16

مواءمة النصوص القانونية الوطنية (المجلة الجزائية، ومجلة الأحوال الشخصية...) مع الدستور والاتفاقيات الدولية.

توصية عدد 17

اعتماد القسم بدون محتوى ديني.

توصية عدد 18

إلغاء جميع المناشير التي تنتهك حرية الضمير؛ وعلى وجه الخصوص المنشور الخاص بإغلاق المقاهي والمطاعم خلال شهر رمضان.

توصية عدد 19

ضمان مراقبة ومعاينة ضباط الحالة المدنية وعدول الإشهاد الذين يرفضون عقد الزيجات بين أشخاص من أديان مختلفة.

توصية عدد 20

التوقف عن مضايقة الأشخاص غير المسلمين أو المنتمين لديانات الأخرى.

توصية عدد 21

التوقف عن رفض الميراث بين الأشخاص من ديانات مختلفة.

توصية عدد 22

الاعتراف والسماح بصورة واضحة للأديان المختلفة بأن يكون لها أماكن العبادة والدفن الخاصة بها.

ضمان الحق في الصحة بما في ذلك حقوق الأشخاص المتعاشين.ات مع فيروس نقص المناعة البشرية

توصية عدد 23

توسيع نطاق تغطية التأمين الصحي ليشمل 2 مليون شخص غير مشمولين.ات (العاطلين.ات عن العمل، وكبار السن، والشباب.ات والمهاجرين.ات)

توصية عدد 24

سد العجز في أطباء الاختصاص بالمستشفيات الجهوية

توصية عدد 25

زيادة نصيب وزارة الصحة من الميزانية الوطنية لدعم هياكل الصحة العمومية

توصية عدد 26

تطوير الإدارة من خلال ادخال التكنولوجيا الرقمية بحلول سنة 2025 وآليات المساءلة

توصية عدد 27

إدراج الصحة الجنسية والإنجابية ضمن أولويات الخطة الوطنية

توصية عدد 28

تعزيز الخطة الوطنية للخدمات الصحية بالخط الأول بمؤشرات واضحة، تدعمها بموارد كافية في الميزانية

توصية عدد 29

ضمان توفر جميع وسائل منع الحمل، بما في ذلك وسائل منع الحمل الطارئ والواقى الذكري في الصيدليات العمومية والخاصة

توصية عدد 30

ضمان توفر الإجهاض الطبي في وحدات/مصحات أمراض النساء الخاصة

3.1. التوصيات المتعلقة بالقضاء على كل أشكال التمييز

المساواة التامة والفعالة بين المرأة والرجل

توصية عدد 01

وضع سياسة عامة تضمن توفر وسائل منع الحمل والدعم اللازم للنساء خلال فترة الحمل، والتمتع بخدمات الصحة الإنجابية خاصة بالنسبة للنساء القاطنات بالمناطق الريفية.

توصية عدد 02

توفير المناخ الاقتصادي الملائم في تونس من أجل تيسير وصول النساء إلى المناصب العليا والحصول على قروض لبعث المشاريع والمؤسسات.

توصية عدد 03

اعتماد نظام انتخابي يضمن التناصف الأفقي والعمودي وذلك لتعزيز حضور النساء في مختلف المؤسسات المنتخبة.

توصية عدد 04

سن مشروع قانون المساواة في الميراث الذي وقع تقديمه منذ سنة 2018.

توصية عدد 05

تزويد المرصد الوطني لمناهضة العنف ضد المرأة بالموارد المالية اللازمة.

توصية عدد 06

تكييف الميزانية السنوية مع البعد الجندري.

توصية عدد 07

المصادقة على اتفاقية اسطنبول وتطبيقها.

حقوق مجتمع الميم عين

توصية عدد 08

المنع الفوري للفحوصات الشرجية المعتمدة كوسيلة إثبات للمثلية الجنسية.

توصية عدد 09

إلغاء الفصل 230 من المجلة الجزائية وبقية الفصول من 226 إلى 232 من نفس المجلة والتي تعتمد لإيقاف وتبعية ومعاينة مجتمع الميم عين.

توصية عدد 10

القطع مع ملائمة الأشخاص قضائياً على أساس هويتهم. وتعبيراتهم. الجندرية (الجريمة على أساس المظهر).

توصية عدد 11

تجريم أي شكل من أشكال العنف المبني على أساس التوجه الجنسي أو التعبير أو الهوية الجندرية.

توصية عدد 12

الاعتراف قانونياً بإمكانية تغيير الجنس والهوية الجندرية وذلك بوضع الآليات الكفيلة بتحقيقه.

توصية عدد 13

القطع مع التدخل الطبي القسري الممارس ضد الأشخاص حاملي صفات الجندرين.

توصية عدد 14

القطع مع وضع النساء العابرات جندرياً في السجون المخصصة للذكور.

3. التوصيات



2.6. المخاطر الكبيرة المترتبة على التدابير الاستثنائية وحالة الطوارئ

يعترف الدستور التونسي، ولا سيما الفصلين 77 و 80، بأنه على رئيس الجمهورية «اتخاذ التدابير التي تخضع لها الحالة الاستثنائية، والإعلان عنها...». ولكن الإطار القانوني الحالي لحالة الطوارئ لا يتفق مع الدستور التونسي و التزامات تونس الدولية:

إذ أن إعلان حالة الطوارئ يصدر بناء على المرسوم رقم 50 المؤرخ 26 جانفي 1978، وهو مرسوم يتعارض بشكل صارخ مع الدستور ولا سيما الفصل 49 منه الذي يقضي بأنه لا يمكن أن تتحقق القيود المفروضة على الحقوق والحريات إلا بالقانون

وعلى نحو مماثل، اعتباراً من 25 جويلية 2021 :

- طبق رئيس الجمهورية الفصل 80، حيث قرأ النص قراءة واسعة جداً. وبناء على قراءته للفصل علق الرئيس جميع أنشطة البرلمان، ورفع الحصانة عن جميع أعضاء. وات البرلمان، وأقال رئيس الحكومة، وأراد أن يمنح نفسه رئاسة النيابة العمومية بينما يرأس بالفعل النيابة العسكرية.

- وبناء على هذا الحكم نفسه، أصدر رئيس الدولة مرسوماً في 22 سبتمبر 2021 بشأن التدابير الاستثنائية و بموجبه، ركز رئيس الجمهورية بين يديه السلطات التشريعية والتنفيذية. فقد ألغى أغلب الدستور (حيث حافظ على 49 فصل من مجموع 149). وقام بتخصيص إجراءاته من سبل الانتصاف، وحل الهيئة الوقتية لمراقبة دستورية مشاريع القوانين، وخطط لإنشاء لجنة تساعد على «وضع مشاريع تنقيحات للإصلاحات السياسية».

في 13 من ديسمبر 2021، أعلن الرئيس على خارطة الطريق تتضمن عقد استشارة شعبية في الفترة من جانفي إلى مارس 2022، وصياغة دستور جديد سيكون موضوع استفتاء في 25 جويلية 2022، وإجراء انتخابات تشريعية في 17 من ديسمبر 2022.

- وفي 12 فيفري 2022، قام الرئيس بحل المجلس الأعلى للقضاء، ليحل محله مجلس مؤقت يعين جزءاً كبيراً من أعضائه.

وتتميز هذه الفترة أيضاً بأشد التدابير:

- الإقامة الجبرية التي لا أساس لها والمعلن عنها (16 شخصاً بين 25 جويلية 2021 و 13 جانفي 2022)

- محاكمات المدنيين أمام المحاكم العسكرية (نذكر أنه في الفترة من 2011 إلى 2021، لم يمثل أمام هذه المحاكم سوى 10 مدنيين، في حين كان قد مثل 12 مدنياً في الفترة من 25 جويلية إلى 31 ديسمبر 2021 أمام المحاكم العسكرية).

- تقييد حرية الصحافة والتعبير: إغلاق قناة تلفزيونية، وإقالة الرئيس المدير العام للتلفزة الوطنية، والاعتداء على الصحفيين.

- تقييد حرية التنقل، ومنع السفر بموجب الإجراءات الحدودية S17.

قبلت تونس جميع التوصيات المتعلقة بمنع التعذيب ومكافحته التي وردت في سنة 2017. بيد أن التعذيب وسوء المعاملة لا يزالان يتعرضان لهما ضحايا بمواصفات مختلفة بما في ذلك المدنيين. ات ضحايا العنف في أعقاب نزاع مع عون أممي أو عون سجون ، والأشخاص تحت مراقبة الدوائر الحكومية بسبب الخطر المزعوم على النظام العام والمضايقة من قبل الأمن على أساس المرسوم القانوني المتعلق بحالة الطوارئ ، و الناشطين. ات والمدافعين. ات عن حقوق الإنسان وكذلك أفراد المجتمع ميم عين أو المهاجرين. ات. ويحدث العنف في الطرق العامة أو في منازل الضحايا أو في مراكز الشرطة أو في السجن. وتقدم شكاوى كثيرة من التعذيب والعنف كل سنة. وتجرى تحقيقات ، ولكن في أفضل الحالات ، لا تجرى إلا محاكمات نادرة لارتكابها جرائم عنف ولكنها لا تجرى أبدا بسبب التعذيب. بل إن الإدانات نادرة للغاية، وإن كانت فهي في أغلب الأحيان تصدر في غياب المتهم.

2.5 انتهاكات حرية تكوين الجمعيات والتجمع والتظاهر

التزمت تونس في سنة 2017 «بتوفير بيئة تمكينية للمدافعين. ات عن حقوق الإنسان للاضطلاع بأنشطتهم. ن. المشروعة دون خوف أو عائق لا مبرر له» و «التحقيق فورا في جميع حالات التهديد والاعتداء على المدافعين عن حقوق الإنسان ، وضمان تقديم المسؤولين عنها إلى العدالة والحكم عليهم بعقوبة تتناسب مع خطورة أفعالهم».

بيد أنه منذ سنة 2020 ومع القيود المتعلقة بوباء الكوفيد-19 ، وبعد أحداث 25 جويلية 2021 ، تضاعف العنف الأمني ضد الصحفيين. ات ونشطاء. ات المجتمع المدني والحركات الاجتماعية ، دون إجراء تحقيقات جدية ضد المسؤولين عنه. ويتم قمع المظاهرات بشكل عنيف ، ويتم الاعتداء على الناشطين. ات بمن فيهم مجتمع الميم عين ، واعتقالهم. ن. ومحاكمتهم. ن.

وفي نهاية سنة 2021 ، عممت رئاسة الحكومة مشروع تنقيح المرسوم 88 لعام 2011. وهذا إصلاح ترفضه منظمات المجتمع المدني وتعارض له ، خاصة وأنه يتعارض مع الاتفاق المبرم مسبقا مع الإدارة العامة للعلاقات مع المجتمع المدني.

- يواجه المجتمع المدني أيضا مشاكل في التسجيل:

تتدخل الإدارة العامة للجمعيات في تسمية الجمعيات الجديدة وهدفها ومقاصدها ، ولكنها ترفض تسليم الإيصال (كما ينص عليه المرسوم بقانون 88).

- ترفض المطبعة الرسمية نشر إعلان الإنشاء في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية باشتراط الحصول على وثيقة خطية من الإدارة العامة للجمعيات.

- تواجه الجمعيات صعوبات في الحصول على التمويل ؛ والتمويل على الصعيد الوطني منخفض جدا ويصعب الوصول إليه في إطار تنظيمي تقييدي للغاية.

وعلى الصعيد الدولي ، يواجه المجتمع المدني قيودا غير قانونية من جانب البنوك الوطنية التي تؤخر دفع التحويلات الدولية والتي تبررها تدابير يقظة يملها البنك المركزي.

- تخضع الجمعيات ، منذ عام 2018 ، للتسجيل في السجل الوطني للمؤسسات ، وهو تدبير ندد به المجتمع المدني الوطني والمقرر الخاص المعني بالحقوق في حرية التجمع السلمي وتكوين الجمعيات ، لأن هذا الإجراء يقترن بعقوبات تصل إلى 5 سنوات سجنًا.

- فرض قيود على منح المواطنين. ات بطاقات التعريف الوطنية كالموظفين. ات في الجمعيات وعلى الأجانب فيما يتعلق بمنح بطاقات الإقامة.

التزمت تونس بإصلاح المؤسسة الأمنية ومكافحة التجاوزات الأمنية وممارسة التعذيب في أعقاب الاستعراض الدوري الشامل لسنة 2017. تستند هذه الانتهاكات إلى قوانين عفا عليها الزمن.

2.1 أحكام عفا عليها الزمن تبرر انتهاكات الحقوق والحريات

قبلت تونس جميع التوصيات المتعلقة بملاءمة تشريعاتها الوطنية مع الأحكام الدستورية والاتفاقيات الدولية.

ومع ذلك ، ورغم العمل الجدير بالثناء منذ سنة 2014 ، لا تزال النصوص القانونية التونسية الرئيسية التي تشكل مصدر انتهاكات لحقوق الإنسان سليمة. وهذا هو الحال بالنسبة للمجلة الجزائية المستخدمة على نطاق واسع لاعتقال العديد من الأشخاص والحكم عليهم على أساس مظهرهم. وعدم امتثالهم للمعايير الاجتماعية أو الحكم عليهم على أساس آرائهم. أو مواقفهم ،

- مجلة الإجراءات الجزائية قانون 52-1992 المتعلق بالمخدرات التي تشكل سلافاً ضد الشباب ، حيث يعاقب على تعاطي المخدرات بالسجن لمدة سنة واحدة ، ويشكل أساس اعتقال ثلث الأشخاص الموجودين.ات في أماكن الاحتجاز ؛

وكذلك الحال بالنسبة إلى قانون التصدي للإرهاب وغسل الأموال لسنة 2015 ، الذي أنشأ نظاماً محدداً التحري والتحقيق واحتفظ بعقوبة الإعدام في بعض جرائم الإرهاب.

2.2 الأحكام التي لا تحترم الحق في الحياة

ينص الفصل 22 من الدستور على أن "الحق في الحياة مقدس، لا يجوز المساس به إلا في حالات قصوى يضبطها القانون." غير أن القانون التونسي ، ولا سيما المجلة الجزائية و القضاء العسكري وقانون التصدي للإرهاب وغسل الأموال، يحتفظ بعقوبة الإعدام إلى ما لا يقل عن 143 جريمة. وهذه ليست حالات متطرفة فهي لا تحترم مبدأ التناسب المذكور في الفصل 49 من الدستور. وبالإضافة إلى ذلك ، تلقت تونس في سنة 2017 توصيات بشأن عقوبة الإعدام وقبلتها. غير أنه لم تجر مناقشة بشأن هذه المسألة منذ ذلك الحين. وعلى نحو مماثل ، فإن التصريحات التي أدلى بها رئيس الجمهورية في 29 أكتوبر 2020 لصالح تطبيق عقوبة الإعدام تبعث على القلق الشديد.

2.3 انتهاكات المؤسسة الأمنية للحريات

قبلت تونس توصيات بشأن إصلاح قطاع الأمن غير أن انتهاكات المؤسسة الأمنية للحقوق والحريات مستمرة وتزايدت في سياق وباء الكوفيد-19 وكذلك منذ إعلان تدابير استثنائية في 25 جويلية 2022.

- تؤثر الانتهاكات على المتظاهرين.ات بالحركات الاجتماعية (جانفي - فيفري 2021) والصحفيين.ات والناشطين.ات بالمجتمع المدني (سبتمبر 2021 ، جانفي 2022)

- تشكك هذه الانتهاكات في حقوق التجمع والاحتجاج السلميين

- وتستند هذه الانتهاكات أيضا إلى أخطر أحكام المجلة الجزائية التي تعاقب « بالسجن مدة سنة وبخطية قدرها مئة وعشرون دينارا كل من يهضم جانب موظف عمومي أو شبهه بالقول أو الإشارة أو التهديد حال مباشرته لوظيفته أو بمناسبة مباشرتها "(الفصل 125). وعلى هذا الأساس يتم/يمكن اعتقال/احالة آلاف الأشخاص امام القضاء.

هذه الأنواع من الأحكام تضاف إلى الأحكام المتعلقة بالتجاهر عمداً بفحش ، والإعتداء على الأخلاق الحميدة أو الآداب العامة بالإشارة أو القول (الفصلان 226 و 226 مكرر) تمنح لقوات الأمن سلطة واسعة جداً ، كما أنها تشكل حالات فساد.

2. الانتهاكات المؤسسية



Crédit Photo : Yassine Gaidi / Anadolu Agency

Illustration : Suleyman Ben Nasr

- القيود المفروضة على اختيار الشريك: إلى حد 8 سبتمبر 2018 , حظر منشور إداري ضباط الحالة المدنية وعدول الإشهاد ضياغة عقود الزواج بين مواطنة تونسية وغير مسلم. وفي وقت إلغاء هذا المنشور , لا يزال بعض ضباط الحالة المدنية وعدول الإشهاد يرفضون إعداد مثل هذه العقود
- فرض إغلاق المقاهي والمطاعم خلال أيام رمضان , لا تزال الدولة تطالب بإغلاق هذه المؤسسات في حين لا تزال قوات الامن تعتقل الشباب.ات من غير الصائمين.ات الذين يتعرضون للسجن لمدة ستة أشهر بتهمة الاعتداء على الأخلاق الحميدة .
- القيود المفروضة على إنشاء جمعيات للجماعات التي لا تنتمي إلى الديانة السائدة: ترفض الحكومة إنشاء مثل هذه الجمعيات وترفض تنفيذ القرارات القضائية التي تعلن شرعية هذه الجمعيات (وكذلك هو حال جمعية البهائيون في تونس)
- المحاكمات المتعلقة بالمس من المقدسات: لا تزال المحاكم التونسية تحكم على الأشخاص على الإدلاء بتعليقات تعتبر تمس من المقدسات (في حين أن هذه جريمة غير موجودة بموجب القانون التونسي) , وهذا يحدد مجموعة من الحقوق والحريات مثل حرية الضمير , وحرية الفكر , والتعبير , والتظاهر , والحريات الأكاديمية
- التمييز في ما يتعلق بالميراث : لا تزال المحاكم التونسية (وفي غياب قاعدة قانونية واضحة) ترفض السماح للأشخاص غير المسلمين.ات المزعومين.ات بأن يرثوا الأشخاص المسلمين.ات المزعومين.ات.

1.4 التمييز على أساس الحالة الصحية

على الرغم من وضع دستور ينص على أنه «لكل إنسان الحق في الصحة» , فإن أوجه عدم المساواة الاجتماعية والجهوية في الولوج إلى الصحة قد تفاقمت منذ سنة 2017. وزاد من تفاقم الحالة وباء الكوفيد-19. وأدى انخفاض أداء البرنامج الوطني إلى حالة مثيرة للقلق من حيث الولوج إلى خدمات الصحة الجنسية والإنجابية. إضافة إلى ذلك فإن المتعاشين.ات مع فيروس نقص المناعة البشرية يعانون من تمييز ووصم اجتماعي وإداري رهيب.

1.5 التمييز ضد المهاجرين.ات وطالبي.ات اللجوء

لا يزال القانون التونسي مجمدا في نصوص تعود إلى أكثر من 50 عاما و لم يتطور . ويهيمن المنطق القمعي , وتتضاعف الممارسات التمييزية على حساب القرارات الإدارية والنتائج المطلوبة من الشركاء الأوروبيين.

ويواجه البلد حاليا وجود مجموعة المهاجرين.ات غير النظاميين.ات , يقدر عددهم بأكثر من 100.000 شخصا , وضغوطا قوية من جانب التونسيين للهجرة .

وقد توقفت منذ 5 سنوات العملية المؤسسية والسياسية المتعلقة بالاستراتيجية الوطنية للهجرة وحقوق اللجوء. ويعزى هذا القرار أيضا إلى الضغوط التي يمارسها الاتحاد الأوروبي للاستعانة بمصادر خارجية لإدارة حدوده الجنوبية.

ونشهد تعاونا أقوى من جانب السلطات فيما يتعلق بعودة التونسيين.ات المرحلين.ات وكذلك الاعتراضات البحرية. وفقا لإحصاءات المنظمة الدولية للهجرة بلغ عدد الوفيات قبالة ساحل البحر الأبيض المتوسط في 2021 حوالي 3001 مهاجرة لقوا حتفهم. أو فقدوا .

وتعرقل عمليات اعتراض السلطات التونسية للزوارق التي تغادر السواحل الليبية تدفق الهجرة وتعرض مناطق الجنوب التونسي لأشكال جديدة من التأثيرات المجتمعية.

1.2. الانتهاكات الجسيمة لحقوق أفراد المجتمع ميم عين

06

وفقاً للاستعراض الدوري الشامل لسنة 2017، تلقت تونس 48 توصية بشأن حقوق أفراد المجتمع ميم عين، وقبلت جميع التوصيات بشأن الوقف الفوري للفحص الشرجي والتزمت «بحماية أفراد المجتمع ميم عين».

ومع ذلك، لا تزال ممارسة الفحص الشرجي والانتهاكات والتمييز والعنف المؤسسي والاجتماعي ضد أفراد المجتمع ميم عين مستمرة. ولذلك، أخفقت تونس في الوفاء بالتزاماتها.

07

القانون التونسي هو واحد من أكثر القوانين تمييزاً ضد حقوق المجتمع ميم عين :

- المجلة الجزائية، الذي يعود تاريخها إلى عام 1913، تعاقب المثلية الجنسية بين الإناث والذكور) المصطلح القانوني اللواط والمساخنة) لمدة تصل إلى ثلاث سنوات سجن استناداً إلى الفصل 230. وعقب تقديم مشروع «توانسة كيفكم» مطلب للنفاذ إلى المعلومة إلى وزارة العدل في 09 جوان 2021، حُكم بالسجن 799 شخصاً استناداً إلى الفصل 230 من 2017 إلى 2020.

- لا يزال القضاء يأمر باستخدام الفحص الشرجي كوسيلة لإثبات المثلية الجنسية؛

08

هناك فراغ قانوني في القانون التونسي فيما يتعلق بحق الأشخاص في تغيير الجنس قانوناً أو التعبير عن هوية جندرية لا معيارية.

ويحتفظ الأشخاص العابرين جنسياً وجندرياً وبينات الجنس في وثائقهم الرسمية بالجنس المحدد لهم عند ولادتهم، حتى بعد العبور/التدخل الطبي الذي يقومون به. وهذا ما يعرضهم إلى جميع أشكال العنف البوليسي والقضائي والاجتماعي، بما في ذلك التعذيب. وهم يتعرضون للتمييز والاعتداء والاعتقال على أساس ميولهم الجنسية وهوياتهم وتعابيرهم الجندرية، ويتعرضون لعدة تهمة: خدش الحياء والاعتداء على الأخلاق الحميدة، اللواط والمساخنة، والبغاء. ويحرم معظم الأشخاص العابرين جنسياً ومتحرري.ات الهوية الجنسية من الحصول على الخدمات في المؤسسات العامة: الصحة والتعليم والضمان الاجتماعي. كما يجرمون من حقهم في اللجوء إلى القضاء في حالات العنف / التعذيب التي يواجهونها.

1.3 التمييز على أساس الدين

09

بعد أن تلقت تونس توصيتين بشأن حرية الضمير وقبلتها في أعقاب الاستعراض الدوري الشامل لعام 2017، فإنها ملزمة بتنفيذ التزاماتها الدستورية (حرية الضمير التي يضمنها الفصل 6 من الدستور) والتزاماتها الدولية بعد تصديقها على العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية وغيره من اتفاقيات اليونسكو. ومع ذلك، ومنذ سنة 2017، لا يزال التمييز على أساس الدين قائماً في القانون والممارسة.

10

التمييز القانوني المستمر

على الرغم من الإعلان عن الطابع المدني للدولة (الفصل 2) وضمان حرية الضمير (الفصل 6)، فإن الدستور التونسي يكرس دين الإسلام كدين رسمي للدولة وهو الدين السائد. وينعكس ذلك في ما يلي:

- اشتراط أن يكون رئيس الجمهورية مسلماً (الفصل 73 من الدستور).

- تمييز أداء اليمين لرئيس الجمهورية ورئيس الحكومة والوزراء وأعضاء مجلس النواب... بالمصطلحات الدينية (الفصول 58 و 76 و 89 من الدستور)؛

- الاعتراف الرسمي بالأديان: تعترف الدولة التونسية فقط بالمسيحية والطقوس اليهودية. ومع ذلك، لا يوجد اعتراف رسمي بالأديان والشعائر الأخرى. وقد أسفر هذا القصور التشريعي عن انتهاكات عديدة لحقوق الأشخاص والجماعات التي لا تنتمي إلى الديانة السائدة.

التزمت تونس إثر الاستعراض الدوري الشامل لسنة 2017 بما يلي:

125-131 تعزيز الجهود الرامية إلى تنفيذ القوانين والسياسات الداعمة لحماية حقوق النساء والأطفال وجميع الفئات المستضعفة وقد مكنت هذه التوصية العامة الائتلاف المدني من أجل الحريات الفردية من الترحيب بالجهود الساعية إلى حماية وتعزيز الفئات الأكثر ضعفاً، والتي أثرتها توصيات محددة لكل فئة أو جماعة محقرة ومنتهكة، ولكننا نأسف لاستمرار التمييز المؤسسي والقانوني والاجتماعي ضد العديد من الفئات بما في ذلك :

1.1. التمييز والتحجير للنساء في التشريعات والممارسات

في سنة 2017، تلقت تونس 42 توصية حول حقوق النساء ومكافحة جميع أشكال التمييز ضدهن وتجمع هذه التوصيات جميع حقوق النساء (المدنية والسياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية والعنف المسلط على النساء والحقوق الجنسية والإنجابية وحقوق الفتيات...) ;

الطابع التمييزي للقانون والممارسة في تونس :

كثيرة هي النصوص التي تكرر التمييز القائم على أساس النوع الاجتماعي (الجنس). على سبيل المثال: مجلة الأحوال الشخصية لعام 1956: الفصل 23: إسناد صفة رب العائلة إلى الزوج، الفصل 61: فقدان الحضانة إذا غيرت الأم محل الإقامة، الفصل 101 والفصل 119: عدم المساواة في الميراث.

وفي الممارسة، لا تزال هناك عدة أشكال من التمييز. ووفقاً للتقرير العالمي حول الفجوة بين الجنسين لعام 2021 التي وضعها المنتدى الاقتصادي العالمي تحتل تونس المرتبة الـ 69 فيما يتعلق بالمشاركة السياسية للنساء، والمرتبة الـ 91 المتعلقة بالتكنولوجيا والصحة والبقاء على قيد الحياة والمرتبة الـ 144 فيما يتعلق بالمشاركة في الحياة الاقتصادية والفرص المتاحة للنساء (في 156 دولة). وهذا التصنيف يؤكد الأرقام الوطنية.

وتبين الخريطة الصحية لعام 2019 التي أعدتها وزارة الصحة أنه لا يوجد سوى 28 جهاز تصوير شعاعي للشخص في كامل البلاد التونسية وتركز أساساً في مناطق تونس الكبرى والمناطق الساحلية.

وفيما يتعلق بتمكين النساء اقتصادياً، جاء في التقرير العالمي حول الفجوة بين الجنسين أنه لا يعمل سوى 28.1% من القوة العاملة النسائية، ولا يتجاوز معدل شغل النساء لمناصب عالية 14.8 في المائة. ويوضح مؤشر ماستركارد لرائدات الأعمال أن 10.9% فقط من الشركات مملوكة للنساء في عام 2019، ووفقاً للمعهد الوطني للإحصاء بلغ معدل بطالة الخريجين 32% في عام 2020 40.7% للنساء.

وبالنسبة للمشاركة السياسية للنساء، ووفقاً للمنظمة الغير الحكومية أصوات نساء، فإن حكومة هشام المشيشي كانت تضم 4 نساء من بين 28 ، وحتى 25/07/2021 ، فإن التعيينات النسائية التي أنجزها الرئيس لم تتجاوز 32%. وبعد 25/07/2021، خلال تشكيل حكومة بouden، عين الرئيس 10 نساء من بين 26 عضواً.

1 . مكافحة جميع أشكال التمييز



يتكون الائتلاف المدني من أجل الحريات الفردية من حوالي أربعين جمعية ومنظمة تونسية ودولية مقرها تونس العاصمة (انظر المرفق 1). يعمل الائتلاف منذ إنطلاقه في 19 جانفي 2016 على الرصد والتنديد وإعداد التقارير حول انتهاكات الحريات الفردية. كما يدعم الائتلاف الأفراد والمنظمات المتضررة ويدافع عن حقوقهم.ن وحرياتهم.ن .

وقد اختار منذ تأسيسه العمل على المواضيع التالية:

- حقوق النساء بمن فيهن الفتيات
- حقوق مجتمع الميم عين
- حقوق الأجانب؛ المهاجرين.ات وطالبي.ات اللجوء
- حقوق المدافعين والمدافعات على حقوق الإنسانية
- مكافحة الانتهاكات المؤسسية للحريات: انتهاكات المؤسسة الأمنية بما في ذلك التعذيب
- حرية الضمير
- حرية الفكر والتعبير والصحافة.



تقرير أصحاب المصلحة للاستعراض الدوري الشامل لتونس الجولة الرابعة 2022

- البريد الإلكتروني
- collectif.libertes.indivuelles@gmail.com
- مسؤول الاتصال: السيدة أميمة جبنوني
- الهاتف: 0021623564687

الاتتلاف المدني

من أجل الحريات الفردية

Les associations membres du collectif et signataires



Psychologues du Monde - Tunisie
أخصائيو نفسانيون العالم - تونس



Les co-signataires





تقرير أصحاب المصلحة للاستعراض الدوري الشامل لتونس الجولة الرابعة 2022

الاقتلاع المدني

من أجل الحريات الفردية



مارس 2022